Les Echos.fr

A Berlin, Copé défend Barnier face à Merkel, qui soutient Juncker Par *Thibaut Madelin et Isabelle Ficek* | 12/02 | 06:00

Jean-François Copé a rencontré hier à Berlin la chancelière, Angela Merkel, et le ministre des Finances, Wolfgang Schäuble.

Le président de l'UMP, Jean-François Copé, a rencontré hier à Berlin la chancelière, Angela Merkel. - Photo AFP



L'UMP et la CDU allemande démarrent la course aux européennes en ordre dispersé. En tout cas pour le moment. « J'ai indiqué à Angela Merkel que l'UMP soutient activement la candidature de Michel Barnier » comme candidat du PPE pour le poste de président de la Commission européenne, a déclaré hier à Berlin le président de l'UMP, Jean-François Copé, après une rencontre avec la chancelière, qui est aussi présidente de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), et une entrevue avec le ministre des Finances, Wolfgang Schäuble. « Je souhaite qu'on arrive unis, a-t-il ajouté. Michel Barnier est un excellent candidat. » Si ce dernier est loin d'être la tasse de thé des souverainistes de l'UMP, sa désignation comme candidat du PPE sonnerait une victoire française et au passage, de l'UMP et de son président.

Un autre poulain

Problème : la chancelière semble préférer un autre poulain. « Ce n'est pas un secret que j'ai une grande sympathie pour Jean-Claude Juncker, a-t-elle déclaré la semaine dernière lors de la visite à Berlin de son successeur à la tête du gouvernement luxembourgeois, Xavier Bettel. Cependant, la décision n'a pas été prise et elle ne sera pas prise par moi seule. » Les barons de la CDU sont plus clairs. « Jean-Claude Juncker est mon favori », martèle Armin Laschet, son vice-président. Vu de Berlin, l'ancien Premier ministre du Luxembourg a plusieurs avantages : il parle allemand, son nom parle à l'opinion publique et il a une longue expérience de l'Europe.

Un mélange de scepticisme

Alors que la gauche européenne s'est rassemblée autour de la candidature de Martin Schulz, les partis conservateurs européens doivent couronner leur chef de file lors d'un congrès à Dublin les 6 et 7 mars. « Il y aura des discussions intenses en février », prédit

un dirigeant conservateur allemand. Norbert Wagner, président la Fondation Adenauer à Paris, a bon espoir que l'UMP et la CDU trouvent un compromis. « Les deux partis se sont beaucoup rapprochés ces dernières années », souligne-t-il. D'autres noms circulent, dont celui du polonais Donald Tusk, proche d'Angela Merkel, ou de Christine Lagarde, proche de Wolfgang Schäuble.

Lors de sa rencontre avec la chancelière, Jean-François Copé a présenté la position de son parti face au pacte de responsabilité de François Hollande. « Je lui ai fait observer que les dirigeants de l'UMP étaient moins divisés que la presse française ne le laisse penser », a-t-il indiqué, évoquant un mélange de scepticisme et de soutien à condition que le président aille plus loin et concrétise ses annonces. Angela Merkel, qui lui a présenté des graphiques sur la compétitivité des deux pays, avait vivement salué en janvier les projets de François Hollande. En 2003, son parti, alors dans l'opposition, avait voté en faveur des réformes de l'Agenda 2010 du chancelier social-démocrate (SPD) Gerhard Schröder.

Thibaut Madelin Isabelle Ficek

Écrit par **Thibaut MADELIN**Correspondant à Berlin
tmadelin@lesechos.fr

Tous ses articles

Écrit par <mark>Isabelle FICEK</mark> Journaliste ificek@lesechos.fr

Tous ses articles



La Défense en 5mn par T2

A Puteaux jusqu'à 12 500€ d'économie pour devenir propriétaire d'un appartement ou d'une maison



Livret d'Epargne à 4%

Profitez d'une épargne performante. Livret épargne 4% garantis jusqu'à 100 000€!



Les Offres Volkswagen

Jusqu'au 28 février la Golf CUP est à 290 €/mois, sans apport et sans condition.



Trouvez enfin l'amour!

Rencontrez des célibataires qui, comme vous, cherchent une relation sérieuse sur CaféduNet.

Publicité 🖳 Ligatus

A LIRE AUSSI

Renault dans la bataille des voitures à moins de 5.000 euros

La capture d'un ponte d'al-Qaïda en vidéo

La taxe Tobin européenne attendue ce mois-ci

Union bancaire : L'UE toujours divisée

Soupçons d'évasion fiscale : démission du trésorier du parti de Merkel

Tous droits réservés - Les Echos 2014